

Déclaration liminaire au CTL du 27 juin 2019

Monsieur le Président,

Vous nous avez convié à ce comité technique local dont l'un des points à l'ordre du jour est la présentation de la cartographie de notre direction version géographie revisitée, aussi **Solidaires Finances Publiques** tient en propos liminaires à faire quelques remarques de forme et de fond.

Sur la forme, **Solidaires Finances Publiques** dénonce l'omerta qui a régné sur ce sujet depuis la présentation du projet par Monsieur Darmanin, lors d'une réunion des numéros 1 des départements, en juillet 2018.

Aucune information n'a été donnée au plan national malgré la demande insistante des organisations syndicales. Au plan local, seulement 2 Directeurs, dont vous, avaient dévoilé la déclinaison locale dès février.

Le gouvernement ne peut valablement prendre le prétexte d'un contexte difficile, dans lequel sa responsabilité est clairement engagée, pour justifier ce silence.

Malgré le mouvement dit des Gilets jaunes et le "grand débat national", le gouvernement maintient ses orientations et s'apprête à mettre en place un service public low cost, qui, pour la DGFIP, est synonyme d'un affaiblissement inédit.

Freud disait : "il faut tuer le Père" mais cela s'applique-t-il à nos institutions et aux Finances Publiques ?

À la DGFIP, au plan national, à maintes reprises, les organisations syndicales ont demandé une audience auprès du ministre de tutelle pour que ce dernier donne les grandes lignes, les moyens ainsi que le calendrier de son éventuelle mise en œuvre. Il faut attendre le 26 mars pour être reçues et le 9 mai pour avoir la lettre de cadrage national donnant un mois aux syndicats pour y répondre.

Cette stratégie du gouvernement entraîne opacité et inquiétudes des personnels quant à leur avenir professionnel et personnel. Pour les agents, cela s'est en effet avéré anxiogène : les questions sur leur statut, leur devenir, leur rémunération ou encore leur perspective de carrière sont nombreuses et inquiètes.

Sur le fond, **Solidaires Finances Publiques** tient à porter à votre connaissance le contexte de la DGFIP :

Une situation inquiétante des agents de la DGFIP

Les agents de la DGFIP ont fait la démonstration de leur capacité d'adaptation au cours de ces dernières années à apporter un service public de qualité et à faire face aux réformes de grande ampleur. C'est d'ailleurs principalement grâce à l'investissement, au sens du service public et à la conscience professionnelle de nos collègues que la DGFIP peut encore se targuer d'être une administration de référence. C'est la raison pour laquelle il faut la consolider et la renforcer et non l'affaiblir comme cela est le cas depuis de trop nombreuses années.

Cet affaiblissement est, à juste titre, de plus en plus mal vécu par nos collègues. Il s'exprime par la multiplication des signaux d'alerte mis en lumière dans les résultats du baromètre social ministériel : ainsi tous grades et tous services confondus, 61 % des répondants indiquent une démotivation au travail, 68 % ne se sentent pas reconnus. Ce niveau de malaise préoccupant, ne cesse de s'accroître au fil des ans. Ses causes sont connues : Absence de reconnaissance, baisse des moyens, restructurations successives et inquiétudes devant les évolutions à venir.

La situation actuelle devrait interpeller les pouvoirs publics et les conduire à entendre les attentes de nos collègues qui défendent, eux, le service public. Celles-ci portent sur la rémunération, la promotion interne, les conditions de travail, les moyens, l'exercice des missions, le sens du travail, la mobilité choisie ou encore le statut de fonctionnaire. Ces chantiers sont majeurs. Il y a urgence à ouvrir des discussions et de leur apporter des décisions positives.

Un avenir et une évolution préoccupantes des missions de la DGFIP

La volonté d'externaliser, d'abandonner et de réorienter ses missions n'est pas la bonne solution. Si nul n'est pour l'immobilisme, la période ne pose au fond qu'une question : engager une démarche globale de progrès du service public ou le déstructurer et l'affaiblir.

Une présence territoriale déjà très affaiblie de la DGFIP

Pour exercer ses missions, notre administration doit être réellement présente sur l'ensemble du territoire. "*Offrir un service humain de proximité en dépassant la forme traditionnelle de présence de la DGFIP*" comme le propose M. Darmanin dans son courrier du 9 mai 2019, **Solidaires Finances Publiques** le revendique également. Mais manifestement, les solutions divergent. La "*densification*" que mentionne le Ministre ne peut s'accorder selon nous avec les formes de service public "low cost" promu par ce gouvernement. Il y aurait pourtant matière d'envisager une présence efficace qui permette aux usagers d'avoir un accès à un réel service public de qualité (à moins de 30 minutes de chez eux) et à nos collègues de pouvoir travailler près de chez eux, ce qui correspond profondément à leurs "*aspirations*"

Il est donc pour le moins paradoxal de vouloir fermer les trésoreries de proximité, 19 en Vendée, tout en affirmant qu'elles peuvent constituer "*des lieux d'accueil des maisons France services*".

Une nécessaire reconnaissance des agents.

Dans son courrier, le Ministre, fait référence au dispositif d'accompagnement des mobilités en affirmant qu'il n'y aura pas de mobilité forcée, ni de perte de rémunération. Or tel est déjà le cas du fait de l'absence de revalorisation de la valeur du point d'indice d'une part, et du régime indemnitaire d'autre part.

Nous notons l'engagement du Ministre selon lequel "*il n'y aura pas de mobilité forcée*", nous ajoutons, pas de mobilité fonctionnelle et géographique forcée, ni incitée, pour être bien clairs : ceci doit par conséquent se traduire notamment par le maintien du maillage territorial et par l'application de règles nationales de gestion claires et équitables.

Bien évidemment, les nombreux sujets d'inquiétude et de mécontentement sont décuplés par l'impact potentiel de la réforme de la fonction publique dont la philosophie et les mesures qu'elle prévoit sont à l'opposé de ce que les missions et les agents des finances publiques ont besoin.

Pourquoi vouloir détruire une Administration qui fonctionne bien, qui est au service des citoyens, qui leur apporte les réponses, qui lutte contre la fraude et qui assure une égalité de traitement ?

En générale, l'être humain, à l'inverse de la Nature, ne fait rien gratuitement...

Solidaires Finances Publiques se présente aujourd'hui pour exiger l'ensemble des informations (structures, moyens humains et de fonctionnement) de ce projet destructeur. Bien évidemment, comme lors de vos tournées de services, vous allez nous parler aujourd'hui de concertation, alors que nous vous parlons de "consternation".

Nous rappelons les nouvelles implantations que vous proposez :

- 2 Services des Impôts des Particuliers : A La Roche Sur Yon et à Challans
- 2 Services des Impôts des Entreprises : Aux Herbiers et à Fontenay le Comte.
- 4 Services de Gestion Comptables : 2 à La Roche Sur Yon, 1 à Luçon et 1 aux Sables d'Olonne à la place des 21 trésoreries.
- Les 30 implantations, annoncées par le ministre, devraient être des "lieux de contact" SANS IMPLANTATIONS DE PERSONNEL.

Pour nous, ce projet est déséquilibré et totalement irrationnel.

Nous vous l'avons déjà dit mais nous vous le rappelons, les représentants de Solidaires Finances Publiques sont contre ce projet dévastateur.

Les représentants de **Solidaires Finances Publiques** demandent plus d'implantations de services fiscaux et de services de gestion comptable.

Les représentants de **Solidaires Finances Publiques** demandent à ce que l'HUMAIN et le PUBLIC soient au cœur de votre réflexion.

Enfin, et, pour finir, nous citerons Gustave Flaubert qui dans son Dictionnaire des idées reçues ou Catalogue des opinions chics donnait comme définition : "*Attila adoré par les Huns, abhorré par les autres*".

Solidaires Finances Publiques se range du côté des "autres" en ce qui concerne la géographie revisitée.